



© DR

Le rendez-vous économique avec LE CERCLE DE L'ENTREPRISE

«L'intervention de l'État en période de crise est normale»

► Jérôme Caby, directeur de l'IAE de Paris-Sorbonne

Après le secteur automobile, puis les banquiers, doit-on s'attendre au retour de l'Etat interventionniste ?

Si l'Etat intervient lorsque tout va bien, certains déploreront qu'il fasse obstacle au jeu de l'offre et de la demande. Mais lorsque la machine se grippe, les mêmes se plaignent de son inertie. En réalité, l'intervention économique de l'Etat en période de crise est normale et souhaitable. Mais cela n'implique pas nécessairement une situation durable.

Qu'est-ce que cela peut impliquer en termes de gouvernance ?

La gouvernance des entreprises devrait se renforcer. Les modifications des pratiques de rémunération des dirigeants sont au premier rang, avec la suppression des parachutes dorés et des «retraites-cha-

peaux». La professionnalisation des administrateurs, avec le renforcement de leur responsabilité, sont aussi à l'ordre du jour. On peut également imaginer que la gestion des risques et le contrôle interne occuperont plus souvent l'agenda des conseils d'administration.

Un Etat actionnaire d'entreprises en difficulté, est-ce la meilleure des solutions ?

Dans la mesure où il n'y a pas d'autres candidats potentiels, c'est une bonne solution. Cela permet à des sociétés de passer l'orage conjoncturel, de se restructurer, et cela peut même, à terme, enrichir l'Etat. On peut d'ailleurs noter que les mouvements de nationalisation puis de privatisation des années 1980 ont profité aux entreprises et à l'Etat.